

---

1449 Décret du 28 mars 2019 portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté flamande, la Communauté française et la Commission communautaire commune relatif à l'accueil des enfants à Bruxelles

(Moniteur n°177 du 6 août 2019 p.75688)

Projet de décret n°777 (2018-2019)

Discussion et adoption : séance du 27 mars 2019 CRI n°14 (2018-2019)

---

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/41684]

**28 MARS 2019. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté flamande, la Communauté française et la Commission communautaire commune relatif à l'accueil des enfants à Bruxelles**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**Article unique.** Il est donné assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté flamande, la Communauté française et la Commission communautaire commune relatif à l'accueil des enfants à Bruxelles.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

—  
Note

*Session 2018-2019*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 777-1 – Rapport de commission, n° 777-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 777-3.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 27 mars 2019.

**Accord de coopération relatif à l'accueil des enfants à Bruxelles**

Vu la Convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant;

Vu les articles 128 et 135 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup>, et l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les articles 60 et 63;

Vu le décret de la Communauté flamande du 20 avril 2012 portant organisation de l'accueil de bébés et de bambins ;

Vu l'arrêté du gouvernement flamand du 9 mai 2014 portant les procédures relatives à la demande et l'octroi de l'autorisation et des subventions pour l'accueil familial et de groupe de bébés et de bambins;

Vu le décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. »;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil;

Vu le règlement de l'Office de la Naissance et de l'Enfance relatif à l'autorisation d'accueil tel qu'approuvé par l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2017 du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 23 mars 2017 portant l'organisation des milieux d'accueil pour enfants;

Vu l'arrêté du Collège réuni du 12 juillet 2018 portant exécution de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 23 mars 2017 portant organisation des milieux d'accueil pour enfants ;

**Samenwerkingsakkoord met betrekking tot kinderopvang in Brussel**

Gelet op het Verdrag van 20 november 1989 betreffende de rechten van het kind;

Gelet op artikelen 128 en 135 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 5, § 1, II, 1<sup>o</sup>, en artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikelen 60 en 63;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 20 april 2012 houdende de organisatie van kinderopvang van baby's en peuters;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 9 mei 2014 houdende de procedures voor de aanvraag en de toekenning van de vergunning en de subsidies voor gezinsopvang en groepsopvang van baby's en peuters;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.";

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen;

Gelet op het reglement van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » houdende de opvangvergunning, zoals goedgekeurd door het besluit van 1 februari 2017 van de Regering van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 maart 2017 houdende de organisatie van kinderopvang;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van 12 juli 2018 tot uitvoering van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 maart 2017 houdende de organisatie van kinderopvang;

Considérant que l'accès à un milieu d'accueil de qualité est un droit pour l'enfant et que le milieu d'accueil doit lui permettre de s'épanouir sur le plan physique, psychologique et social, dans un cadre et selon un projet pédagogique approprié à son âge;

Considérant qu'il convient de renforcer la cohérence dans les politiques destinées à l'accueil de la petite enfance par la collaboration des administrations compétentes en la matière dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

ENTRE :

La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne du Ministre-président et du Ministre du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

La Communauté française, représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne du Ministre-président et de la Ministre de l'Enfance,

La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni de la Commission communautaire commune, en la personne du Président du Collège réuni et des Ministres en charge de l'Aide aux personnes,

Exerçant conjointement leurs propres compétences, il a été convenu ce qui suit :

### 1) Dispositions générales

Article 1<sup>er</sup>. Les objectifs de cet accord de coopération sont d'organiser l'échange d'informations concernant l'application de l'obligation d'autorisation pour l'accueil d'enfants tel que défini à l'article 2, 2<sup>o</sup> de l'ordonnance du 23 mars 2017 portant organisation des milieux d'accueil pour enfants, ainsi que de régler une coopération pour le contrôle du respect de cette obligation d'autorisation.

Art. 2. Dans le présent accord de coopération, on entend par :

1<sup>o</sup> Kind en Gezin : l'agence autonomisée interne, créée par le décret de la Communauté flamande du 30 avril 2004 portant création de l'agence autonomisée interne dotée de la personnalité juridique « Kind en Gezin »;

2<sup>o</sup> Zorginspectie : L'Inspection des soins du Département Bien-être, Santé publique et Famille, mentionnée à l'article 3, § 2, troisième alinéa, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 31 mars 2006 concernant le Département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Famille, relatif à l'entrée en vigueur de la réglementation créant des agences dans le domaine politique Aide sociale, Santé publique et Famille et modifiant la réglementation concernant ce domaine politique ;

3<sup>o</sup> Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé ONE : l'organisme d'intérêt public institué par le Décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant la réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

4<sup>o</sup> Le service de la Commission communautaire commune, en abrégé le service Cocom : le service compétent pour la Commission communautaire commune, désigné par le Collège réuni;

5<sup>o</sup> Ordonnance : l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 23 mars 2017 portant organisation des milieux d'accueil pour enfants.

### 2) Échange d'informations

Art. 3. § 1. Afin de vérifier quelle partie est compétente, la langue de l'organisation du milieu d'accueil doit être vérifiée. A cette fin, il faut tenir compte notamment de la langue des documents concernant l'organisation de l'accueil, comme le règlement intérieur, les contrats de travail, la fiche de renseignements et la fiche de présence, le manuel de qualité, des indications dans la location, des flyers et des brochures.

§ 2. En cas de constat d'un milieu d'accueil non autorisé dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, Kind en Gezin, l'ONE et le service Cocom collaborent comme suit :

1<sup>o</sup> L'administration qui est informée d'un milieu d'accueil non autorisé, vérifie cette information auprès des autres administrations pour savoir s'il existe une autorisation en vertu de leur réglementation ou si une demande d'autorisation est pendante;

Overwegende dat de toegang tot een kwaliteitsvol kinderopvangmilieu een recht is voor het kind en dat het opvangmilieu het kind moet toelaten zich te ontwikkelen op fysisch, psychologisch en sociaal vlak, in een kader en volgens een pedagogisch project aangepast aan de leeftijd;

Overwegende dat het raadzaam is om de coherentie inzake het beleid inzake kinderopvang te versterken door een samenwerking van de op dat vlak bevoegde administraties in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

TUSSEN

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de Minister-president en van de Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Franse Gemeenschapsregering, in de persoon van de Minister-President en van de Minister van Kinderwelzijn,

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, in de persoon van de Voorzitter van het Verenigd College en van de Ministers voor Bijstand aan Personen,

Hun eigen bevoegdheden gezamenlijk uitoefenend, werd overeengekomen hetgeen volgt:

### 1) Algemene bepalingen

Artikel 1. De bedoeling van dit samenwerkingsakkoord bestaat erin om de uitwisseling van informatie te organiseren m.b.t. de toepassing van de vergunningsplicht voor kinderopvang van kinderen zoals omschreven in artikel 2, 2<sup>o</sup> van de ordonnantie van 23 maart 2017 houdende de organisatie van kinderopvang alsook om de samenwerking te regelen voor het toezicht op de naleving van deze vergunningsplicht.

Art. 2. In dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> Kind en Gezin: het intern zelfstandig agentschap, opgericht bij het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 30 april 2004 tot oprichting van het intern zelfstandig agentschap met rechtspersoonlijkheid Kind en Gezin;

2<sup>o</sup> Zorginspectie: Zorginspectie van het Departement Welzijn, Volksgezondheid en Gezin, vermeld in artikel 3, § 2, derde lid, van het besluit van de Vlaamse Regering van 31 maart 2006 betreffende het Departement Welzijn, Volksgezondheid en Gezin, betreffende de inwerkingtreding van regelgeving tot oprichting van agentschappen in het beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin en betreffende de wijziging van regelgeving met betrekking tot dat beleidsdomein;

3<sup>o</sup> Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort ONE: de instelling van openbaar nut ingesteld bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

4<sup>o</sup> De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissiedienst, afgekort de GGC-dienst: de door het Verenigd College aangeduide bevoegde dienst voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

5<sup>o</sup> Ordonnantie: de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 maart 2017 houdende de organisatie van kinderopvang.

### 2) Uitwisseling van informatie

Art. 3. § 1. Om na te gaan welke van de partijen bevoegd is, dient nagegaan te worden wat de taal is van de organisatie van de kinderopvanglocatie. Hiertoe dient ondermeer rekening te worden gehouden met de taal van de documenten die betrekking hebben op de organisatie van de opvang, zoals het huishoudelijk reglement, de arbeidsovereenkomsten, de inlichtingenfiche en de aanwezigheidsfiche, het kwaliteitshandboek, aanduidingen in de locatie, flyers en brochures.

§ 2. Bij vaststelling van een niet-vergunde kinderopvanglocatie in het tweetalig gebied van Brussel-Hoofdstad werken Kind en Gezin, ONE en de GGC-dienst samen als volgt:

1<sup>o</sup> De administratie die kennis krijgt van een niet-vergunde kinderopvanglocatie verifieert deze informatie bij de andere administraties om te weten of er een vergunning bestaat in hoofde van hun reglementering dan wel een vergunningsaanvraag hangende is;

2° Si aucune autorisation n'existe, le service Cocom procèdent à la constatation conformément à l'article 8 de l'ordonnance ;

3° Si la compétence de la Commission communautaire commune est avérée, le service Cocom envoie une mise en demeure de mise en conformité conformément à l'article 5 de l'ordonnance et, le cas échéant, un ordre de fermeture conformément à l'article 6 de l'ordonnance. Ils fournissent également à Kind en Gezin et à l'ONE une copie du procès-verbal de constat de la mise en demeure et si nécessaire de l'ordre de fermeture ;

4° Si le milieu d'accueil ne ressort pas de la compétence de la Commission communautaire commune, le service Cocom transmet le dossier sans délai à l'administration de la collectivité fédérée compétente qui, conformément à sa propre législation, procède à la mise en demeure de mise en conformité du milieu d'accueil ou, le cas échéant, à sa fermeture, et informe les autres administrations du suivi du dossier. A cet effet, Kind en Gezin applique les articles 18 à 21 inclus du décret du 20 avril 2012 portant organisation de l'accueil de bébés et de bambins, et l'ONE applique les articles 53 à 62 du Règlement de l'Office de la Naissance et de l'Enfance relatif à l'autorisation d'accueil tel qu'approuvé par l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2017 du Gouvernement de la Communauté française ;

5° Dès qu'une demande d'autorisation est introduite auprès de l'une des administrations après la mise en demeure visée aux points 3 et 4, cette administration traite la demande conformément à la réglementation de la collectivité fédérée concernée et elle en avertit les autres administrations, et les informe de la suite réservée à la demande ;

6° S'il s'avère, pendant la procédure de traitement de la demande, qu'une autre collectivité fédérée que celle qui traite le dossier est compétente, l'administration qui traite le dossier le transmet sans délai à l'administration de la collectivité fédérée compétente, qui informe les autres administrations de la suite réservée au dossier ;

7° Les administrations s'informent mutuellement de tout retrait d'autorisation, de suspension d'autorisation et/ou de fermeture d'un milieu d'accueil. Elles communiquent également la motivation de la décision de retrait ou de refus d'autorisation ;

8° Si l'autorisation est refusée ou retirée au motif que le milieu d'accueil ne ressort pas ou plus de la compétence de la collectivité fédérée auprès de laquelle elle a sollicité l'autorisation ou qui lui a délivré l'autorisation, l'administration de cette collectivité fédérée transmet le dossier sans délai à l'administration de la collectivité fédérée compétente en vue de l'application de la procédure de contrainte, telle que visée au point 3 ou 4 ci-dessus.

Art. 4. § 1. Les parties s'engagent :

1° À veiller à l'application cohérente de la législation et de la réglementation de la Communauté flamande, de la Communauté française et de la Commission communautaire commune dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, dans l'optique d'assurer un contrôle effectif et une autorisation effective de tous les milieux d'accueil qui organisent l'accueil des enfants de moins de 3 ans sur le territoire concerné, et ce, dans le respect de la répartition des compétences telle que réglée par les articles 128, § 2, et 135 de la Constitution.

2° À organiser un système d'échange d'informations permanent et interactif par voie électronique ainsi qu'un inventaire des autorisations, des refus, des suspensions et des retraits d'autorisations, délivrées aux milieux d'accueil dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, des caractéristiques de ces milieux d'accueil, ainsi que des fermetures de ces milieux d'accueil.

3° À s'informer de toutes modifications qui seront apportées à leur réglementation respective.

4° À avoir une concertation au moins tous les trimestres, relative au minimum aux points 1°, 2° et 3° ;

5° À avoir une concertation ad hoc si celle-ci paraît nécessaire afin de déterminer la compétence dans le cadre de l'application de l'article 3.

§ 2. Les données à caractère personnel échangées entre les parties se limitent au nom et à la location du milieu d'accueil. D'autres éventuelles données à caractère personnel figurant dans les documents échangés entre les parties et obtenues dans le respect de leur réglementation propre, seront anonymisées par la partie qui a réceptionné ou établi ces documents.

Les données seront conservées pendant 10 ans à partir de leur réception.

Le service de la Commission communautaire commune, ONE, Kind en Gezin et Zorginspectie sont responsables conjointement pour l'échange de ces données.

2° Indien er nergens een vergunning bestaat, gaat de GGC-dienst over tot vaststelling overeenkomstig artikel 8 van de ordonnantie ;

3° Indien de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevoegd blijkt te zijn, stuurt de GGC-dienst een aanmaning om zich in regel te stellen overeenkomstig artikel 5 van de ordonnantie en zo nodig een sluitingsbevel overeenkomstig artikel 6 van de ordonnantie. Zij bezorgt eveneens aan Kind en Gezin en ONE een kopie van het proces-verbaal van vaststelling van de aanmaning en desgevallend van het sluitingsbevel ;

4° Indien de kinderopvanglocatie niet onder de bevoegdheid valt van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, maakt de GGC-dienst het dossier onverwijld over aan de administratie van de bevoegde overheid, die overeenkomstig haar wetgeving overgaat tot aanmaning van de kinderopvanglocatie om zich in regel te stellen en desgevallend tot haar sluiting, en de andere administraties op de hoogte houdt van het verloop van het dossier. Kind en Gezin maakt hiertoe toepassing van de artikelen 18 t.e.m. 21 van het decreet van 20 april 2012 houdende de organisatie van kinderopvang van baby's en peuters, en ONE maakt hiertoe toepassing van de artikelen 53 tot 62 van het Reglement van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" houdende de opvangvergunning, zoals goedgekeurd door het besluit van 1 februari 2017 van de Regering van de Franse Gemeenschap ;

5° Van zodra er na de aanmaning, bedoeld onder 3° en 4°, een vergunningsaanvraag wordt ingediend bij één van de administraties, wordt deze behandeld conform de regelgeving van de betrokken overheid en informeert de betrokken administratie de andere administraties daarover, alsook over het resultaat van die aanvraag ;

6° Indien tijdens de aanvraagprocedure blijkt dat een andere dan de behandelende overheid bevoegd is, maakt de behandelende administratie het dossier onverwijld over aan de administratie van de bevoegde overheid, die de andere administraties informeert over het gevolg dat aan het dossier wordt gegeven ;

7° De administraties informeren elkaar wederzijds over elke intrekking van vergunning, schorsing van vergunning en/of sluiting van een opvanglocatie. Ze communiceren ook de motivatie van de beslissing tot intrekking of tot weigering van vergunning ;

8° Indien de vergunning wordt geweigerd of ingetrokken omdat de overheid aan wie de vergunning werd gevraagd of die de vergunning heeft afgeleverd niet of niet meer bevoegd is, maakt de administratie van de betrokken overheid het dossier onverwijld over aan de administratie van de bevoegde overheid, zodat deze haar handhavingsprocedure zoals bedoeld in 3° of 4° kan toepassen.

Art. 4. § 1. De partijen verbinden zich ertoe :

1° Toe te zien op een coherente toepassing van de wet- en regelgeving van de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in het tweetalig gebied van Brussel-Hoofdstad, met het oog op het verzekeren van een effectieve controle en een effectieve vergunning van alle kinderopvangmilieus die op het betrokken grondgebied opvang van kinderen jonger dan 3 jaar organiseren, en dit met respect voor de verdeling van de bevoegdheden zoals geregeld door de artikelen 128, § 2, en 135 van de Grondwet.

2° Een systeem te organiseren waarbij er via elektronische weg op permanente en interactieve wijze informatie uitgewisseld wordt over - en een inventaris opgesteld wordt van - de vergunningen, en de weigeringen, schorsingen en intrekkingen van vergunning, afgeleverd aan de kinderopvangmilieus in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, de kenmerken van deze kinderopvangmilieus, alsook de sluitingen van deze kinderopvangmilieus.

3° Elkaar te informeren van alle wijzigingen die worden aangebracht in hun respectievelijke reglementering ;

4° Minstens elk kwartaal overleg te hebben, waarbij minstens hetgeen onder 1°, 2° en 3° staat aan bod komt ;

5° Ad hoc overleg te plegen indien dit nodig blijkt om in het kader van de toepassing van artikel 3 de bevoegdheid te bepalen.

§ 2. De persoonsgegevens die tussen de partijen worden uitgewisseld, zijn beperkt tot de naam en de locatie van de kinderopvanglocatie. Eventuele andere persoonsgegevens aanwezig in documenten die worden uitgewisseld tussen de partijen en bekomen in overeenstemming met hun eigen regelgeving, zullen worden geanonimiseerd door de partij die deze documenten heeft ontvangen of opgesteld.

De gegevens zullen worden bewaard gedurende 10 jaar vanaf hun ontvangst.

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissiedienst, ONE, Kind en Gezin en Zorginspectie zijn gezamenlijk verantwoordelijk voor de verwerking van de gegevens.

3) Organisation des inspections

Art. 5. Les inspections visées à l'article 8 de l'ordonnance sont effectuées par un membre du personnel compétent du service Cocom, assisté soit par un membre du personnel compétent de l'ONE soit par un membre du personnel compétent de Zorginspectie ou Kind en Gezin. Les membres de l'ONE ou de Zorginspectie/Kind en Gezin accompagnent le membre du service Cocom de façon alternée, pour que les inspections soient partagées de façon équilibrée entre les différents services. Ces membres ont les mêmes droits d'accès que les membres du service Cocom, comme décrit dans l'article 8 de l'ordonnance.

Les inspections visées au premier alinéa ont lieu à la demande du service Cocom à chaque fois qu'elles s'avèrent nécessaires pour assurer l'application de l'ordonnance.

Les rapports des inspections visées au premier alinéa sont rédigés par le membre du service Cocom, en concertation avec le membre présent de l'autre service. Les rapports sont signés par chaque inspecteur/inspectrice présent/e. En cas de désaccord entre les inspecteurs/inspectrices présent(e)s, il y a, sur l'initiative du service Cocom, une concertation entre les parties concernées. Si le service Cocom constate ensuite qu'un consensus n'est pas possible, le service Cocom décide.

4) Dispositions finales

Art. 6. Le protocole de coopération relatif à l'accueil des enfants à Bruxelles du 28 avril 2017 est abrogé.

Art. 7. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour le 1<sup>er</sup> juin 2019.

Art. 8. Le présent accord de coopération fera l'objet d'une évaluation après 1 an, y compris pour les aspects opérationnels et financiers liés à l'inspection et pour l'impact des modifications dans la réglementation d'une des parties, et puis chaque trois ans ou à la demande d'une des parties.

Art. 9. Chaque partie contractante peut dénoncer l'accord de coopération moyennant un préavis de un an. Le délai de préavis prend cours à la date à laquelle la partie qui dénonce informe les autres parties contractantes de son intention de mettre fin à l'accord de coopération.

Fait à Bruxelles le 31 janvier 2019, en 3 exemplaires, dont chaque partie confirme avoir reçu un exemplaire.

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-président,  
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique et  
de la Famille,

J. VANDEURZEN

Pour la Communauté française :

Le Ministre-président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enfance,  
A. GREOLI

Pour la Commission communautaire commune :

Le Président du Collège réuni,  
R. VERVOORT

Les Ministres en charge de l'Aide aux personnes,  
C. FREMAULT

3) Organisatie van de inspecties

Art. 5. De inspecties zoals bedoeld in artikel 8 van de ordonnantie worden uitgeoefend door een hiertoe bevoegd personeelslid van de GGC-dienst, die zich hierbij laat bijstaan, hetzij door een hiertoe bevoegd personeelslid van ONE, hetzij door een hiertoe bevoegd personeelslid van Zorginspectie of Kind en Gezin. De personeelsleden van ONE dan wel Zorginspectie of Kind en Gezin begeleiden het personeelslid van de GGC-dienst op alternerende wijze, zodat de inspecties op een evenwichtige wijze verdeeld worden tussen de verschillende diensten. Deze personeelsleden hebben dezelfde toegangsrechten als de personeelsleden van de GGC-dienst, zoals omschreven in artikel 8 van de ordonnantie.

De inspecties zoals vermeld in het eerste lid vinden plaats op verzoek van de GGC-dienst telkens dit noodzakelijk is voor de toepassing van de ordonnantie.

De verslagen van de inspecties zoals vermeld in het eerste lid worden opgemaakt door het personeelslid van de GGC-dienst, in samenspraak met het aanwezige personeelslid van de andere dienst. De verslagen worden ondertekend door elke aanwezige inspecteur/inspectrice. Ingeval van een onenigheid tussen de aanwezige inspecteurs/inspectrices vindt er op initiatief van de GGC-dienst een overleg plaats tussen de betrokken partijen. Indien de GGC-dienst vaststelt dat geen consensus mogelijk is, beslist de GGC-dienst.

4) Slotbepalingen

Art. 6. Het samenwerkingsprotocol met betrekking tot kinderopvang in Brussel van 28 april 2017 wordt opgeheven.

Art. 7. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 1 juni 2019.

Art. 8. Dit samenwerkingsakkoord wordt na 1 jaar geëvalueerd, ondermeer voor wat betreft de operationele en financiële aspecten verbonden aan de inspectie en voor wat betreft de impact van wijzigingen in de reglementering van één van de partijen, en daarna om de drie jaar of op vraag van één van de partijen.

Art. 9. Elke contracterende partij kan het samenwerkingsakkoord opzeggen mits ze een opzegtermijn van 1 jaar in acht neemt. De opzegtermijn gaat in vanaf het ogenblik dat de opzeggende partij haar intentie tot opzegging heeft bekendgemaakt aan de overige contracterende partijen.

Opgemaakt te Brussel op 31 januari 2019 in 3 exemplaren, waarvan iedere partij bevestigt een exemplaar ontvangen te hebben.

Voor de Vlaamse Gemeenschap:

De Minister-president,  
G. BOURGEOIS

De Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,

J. VANDEURZEN

Voor de Franse Gemeenschap:

De Minister-president,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,  
A. GREOLI

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:

De Voorzitter van het Verenigd College,  
R. VERVOORT

De Ministers voor Bijstand aan Personen,  
P. SMET